



Le climat et le pessimisme

de

Christian Gerondeau



Christian Gerondeau est ingénieur de formation. Après l'Ecole Polytechnique et celle des Ponts et Chaussées et un passage au cabinet du Premier Ministre, il est devenu responsable national puis européen de la lutte contre les accidents de la route qui constituaient la grande pandémie du siècle dernier. Son action a permis de largement maîtriser celle-ci, le nombre des victimes étant revenu en France de 18 000 par an à moins de 3 000 aujourd'hui. Depuis une quinzaine d'années il s'est attaché à dénoncer les idées fausses qui ont cours dans le domaine du climat et a publié de nombreux ouvrages sur ce thème.



Il nous est sans cesse rappelé que la planète va à la catastrophe et que l'humanité connaîtra de ce fait un avenir lugubre. Pourtant l'examen des faits conduit à une vision bien différente.

Des faits positifs

C'est ainsi que l'espérance de vie, restée voisine de 25 ans pendant trois cent mille ans, atteint 72 ans de nos jours sur la planète, et plus de 80 ans dans les pays développés.

C'est ainsi également que la production agricole mondiale a été multipliée par quatre depuis une soixantaine d'années, c'est-à-dire qu'elle progresse beaucoup plus vite que la population elle-même, d'autant plus que celle-ci ralentit sa croissance au point de devoir plafonner d'ici deux ou trois décennies.

C'est ainsi également que la proportion des enfants scolarisés dans le monde, c'est-à-dire aptes à bénéficier des progrès de la connaissance, ne cesse de s'accroître, étant passée de 40 % à 80 % depuis 40 ans.

C'est ainsi également que, malgré une actualité cruelle, les guerres n'ont jamais été aussi peu répandues sur la planète qu'à l'époque actuelle si on compare celle-ci aux siècles passés.

Il n'y aurait donc aucune raison d'avoir une vision pessimiste du monde si une idéologie qui a placé au centre de ses convictions la nocivité de l'homme n'avait pris le pouvoir au sein de l'humanité et d'abord aux Nations-Unies depuis une trentaine d'années.

Le sophisme du siècle

C'est en effet depuis le premier sommet mondial de l'humanité consacré au climat à Rio de Janeiro en 1992 que s'est ancrée cette vision infondée et délétère de notre monde, qui repose sur un sophisme qui s'énonce ainsi.

- La planète va à la catastrophe à cause des émissions de CO₂ liées au recours aux énergies fossiles.



- Il faut donc réduire ces émissions, et c'est nécessairement possible.

Il s'agit d'un sophisme parce que son premier terme est infondé, le climat ayant toujours évolué, et plus encore parce que son second terme ne résiste pas à l'analyse.

Le CO₂ n'est que la conséquence du recours au pétrole, au charbon, et au gaz naturel, et l'humanité ne peut se passer de ceux-ci pour sortir de la pauvreté et de la mort. La preuve en est apportée par le fait que les émissions annuelles de CO₂ se sont accrues de 60 % depuis le sommet de Rio, et continueront à le faire comme le constatent chaque année les instances de l'Agence Internationale de l'Énergie sur la base des projections officielles communiquées par les 200 pays de la planète.

Mais les autorités supérieures qui gouvernent aussi bien les Nations-Unies que les différents pays développés ne veulent pas tenir compte de la réalité et affirment contre toute vraisemblance qu'il faut supprimer d'ici 2050 les émissions planétaires de CO₂, alors que c'est impossible.

Le document central qui soutient cette aberration date de 2011. Émanant du GIEC, un rapport spécial sur les énergies renouvelables (SRREN) a osé affirmer qu'en 2050 les énergies renouvelables intermittentes que sont les éoliennes et les panneaux photovoltaïques pourraient remplacer les énergies fossiles et répondre à « *près de 80 %* » des besoins en énergie de l'humanité ! Or, en 2011, celles-ci n'en assuraient que 0,4 %. Et en 2022, après 3 000 milliards d'euros et de dollars de dépenses inutiles en leur faveur, elles culminent à 2 % ! Comment pourraient-elles atteindre près de 80 % d'ici moins de 30 ans ? Et que ferait-on quand il n'y a ni vent ni soleil ?

Il s'agit là du mensonge fondateur, émis par des idéologues aveuglés par leur foi en une doxa découplée du monde réel et ne reposant sur autre chose que leur intime conviction, alors qu'ils affirment parler « au nom de la science ».



Un mythe délétère

La vérité veut qu'en 2050 les énergies fossiles continueront à répondre à près de 80 % des besoins en énergie de l'humanité comme elles le font aujourd'hui, et ne disparaîtront pas contrairement aux lubies de ceux qui partagent les opinions dominantes et nous conduisent à la ruine.

Car les pays en développement, désormais très majoritaires au sein des émissions, ont affirmé à Glasgow en novembre 2021 à l'occasion de la COP 21 qu'il n'était pas question qu'ils renoncent au charbon, ou gaz naturel et au pétrole, car c'était là la condition de la survie de millions de jeunes et d'enfants qui meurent aujourd'hui faute d'avoir accès aux bénéfices des énergies fossiles et notamment de l'électricité.

Il faut ajouter que toutes les dépenses qui sont faites dans le but de réduire les émissions de CO₂ des pays développés ne peuvent avoir aucune efficacité pour un autre motif, et il est essentiel. C'est que la masse du CO₂ atmosphérique s'établit aujourd'hui à 3300 milliards de tonnes, et que nos propres émissions, s'agissant des pays développés, ne l'accroissent que de 5 milliards de tonnes chaque année.

Bien entendu, les chiffres sont encore plus faibles pour l'Union européenne avec 1,6 milliard de tonnes annuelles. C'est ainsi par exemple que la suppression, impossible à réaliser par ailleurs, de toutes les émissions de CO₂ de la circulation routière européenne ne réduirait chaque année la masse du CO₂ atmosphérique que d'un 1/10 000, soit de 1 % au bout d'un siècle !

Il faut donc revenir sur terre et se rendre compte que nous vivons sur une fantasmagorie, celle d'une impossible « transition énergétique » avant la fin du siècle, déconnectée de la réalité dont les conséquences sont considérables, comme le montrent de multiples exemples qui concernent notre vie quotidienne.

Parmi ces exemples, trois seront examinés ici, qui concernent respectivement l'industrie automobile, notre fourniture nationale d'électricité, et nos transports.



Le mythe de la voiture électrique

Le 8 juin 2022, le Parlement Européen a décidé qu'à partir de 2035, seules seront autorisées de mise sur le marché les voitures électriques, celles à moteur thermique étant de ce fait interdites. On cherche en vain les avantages d'une telle décision, alors que ses inconvénients constituent une longue litanie développée dans un livre récent¹.

L'énumération des côtés négatifs de la voiture électrique laisse en effet sans voix. Telles les plaies d'Égypte, il est possible d'en compter douze au moins.

A poids égal une batterie pleinement chargée contient 20 fois moins d'énergie que des carburants essence ou diesel. Par ailleurs, il faut une demi-heure pour la recharger à 80 % dans les bornes les plus rapides, contre 5 minutes pour faire un plein de carburant. Contrairement à l'opinion dominante, les lois de la physique montrent qu'il n'existe aucun espoir de voir disparaître ces deux handicaps.

Si les véhicules électriques ne rejettent pas de CO₂ en roulant, ils en engendrent pendant leur vie souvent autant que les voitures à essence et a fortiori diesel du fait de leur construction et de celle de leurs batteries avant leur mise en service, et de la provenance de l'électricité qu'ils consomment ensuite dans la plupart des pays.

Même si les véhicules électriques n'engendraient aucun rejet de CO₂, le volume des émissions liées à la circulation routière est si insignifiant en regard de la masse du CO₂ présente dans l'atmosphère qu'il n'en résulterait comme on l'a vu aucun effet significatif sur celle-ci et donc sur le climat si celui-ci dépend d'elle.

Les voitures électriques coûtent beaucoup plus cher que leurs équivalentes à moteur thermique. La généralisation des voitures électriques irait à l'encontre de la démocratisation de l'automobile qui

¹ Ch. Gerondeau, *La voiture électrique et autres folies*, Éd. L'Artilleur, 2022.



a été l'une des grandes conquêtes des décennies écoulées et réserverait leur acquisition aux plus fortunés.

Le passage au véhicule électrique ne peut avoir aucun effet sur une pollution de l'air qui a déjà pratiquement disparu dans les villes occidentales comme en témoigne la blancheur retrouvée de nos façades.

A l'issue des 8 ans de garantie de leur batterie, la valeur de revente des voitures électriques serait négligeable compte tenu de la nécessité d'acheter une nouvelle batterie pour un coût de 10 000 à 20 000 euros selon les modèles. La fabrication du lithium et des terres rares nécessaires aux batteries modernes s'accompagne de graves problèmes environnementaux.

Sauf à mettre en place de nouvelles et très lourdes taxations, les finances publiques de pays européens vont se trouver privées des centaines de milliards d'euros que leur rapportent aujourd'hui chaque année les taxes sur les carburants, d'autant plus qu'ils devraient de surcroît engager des dépenses supplémentaires pour aménager à grands frais leurs réseaux électriques.

L'industrie européenne dépense actuellement des centaines de milliards d'euros pour se reconvertir et satisfaire les exigences des autorités européennes de généralisation de la motorisation électrique dès 2035, au détriment de l'emploi et au grand bénéfice de firmes étrangères qui sont subventionnées de multiples manières.

L'Europe est la seule à vouloir généraliser le recours à l'électrification de son parc automobile. La Chine a décidé de supprimer à la fin de 2022 toute subvention aux véhicules électriques. Malgré les discours, 95 % des ventes d'automobiles aux États-Unis concernent toujours des véhicules classiques, essentiellement des SUV de surcroît. Et il n'y a pratiquement aucune vente de voitures électriques au Japon, ni dans le reste du monde.

L'accroissement de la demande d'électricité nécessaire pour la recharge des batteries surviendrait à un moment où l'équilibre du réseau électrique européen est déjà en danger, et accroîtrait fortement les risques de « black-out » de celui-ci.



L'autonomie des voitures électriques sur les autoroutes interurbaines est trois à cinq fois plus faible qu'indiqué par les normes officielles. Il faudrait en outre dans une première phase y ramener la limitation de vitesse à 100 km/h au plus, c'est-à-dire à 80 km/h en temps complet compte-tenu des temps de recharge.

Enfin et surtout, la généralisation de la voiture électrique est incompatible avec le fonctionnement des autoroutes interurbaines. Celles-ci ne pourraient assurer leur recharge les jours de grands départs comme c'est déjà le cas en Californie alors que les voitures électriques n'y représentent que 1 % du parc. A lui seul, cet argument clôt le dossier. En cas de généralisation de la voiture électrique il faudrait 5000 bornes de recharge et une centrale nucléaire tous les cent kilomètres. Et c'est Elon Musk qui le reconnaît puisqu'il supplie les utilisateurs de ses Tesla de ne pas les utiliser pendant les grandes migrations de « Thanksgiving ».

◦
◦ ◦

En regard, on serait bien en peine de trouver un quelconque avantage à mettre en exergue. Certes, la sensation de conduite est quelque peu différente de celle d'une voiture classique, mais c'est à peu près tout, pour ne pas dire rien.

Au total, l'engouement pour la voiture électrique est dépourvu de toute logique sinon de tout bon sens au niveau mondial, et il est suicidaire pour l'Europe, ce qui ne peut conduire qu'à une seule question : Mais pourquoi, si ce n'est pour répondre à la doxa dépourvue de rationalité aujourd'hui régnante sur le monde ?

Mais la voiture électrique n'est pas seule concernée.

Le mythe de l'Hydrogène vert

L'hydrogène « vert » n'a pas plus d'avenir. Beaucoup trop cher, dangereux, difficile à utiliser car il faut le comprimer à très haute pression ou le liquéfier à - 253 degrés, impossible à distribuer partout,



les recherches qui le concernent ne subsistent qu'à coup de milliards de subventions.

L'illusoire transition énergétique

La « transition énergétique » qui voudrait que l'on puisse se passer des énergies fossiles au cours des décennies à venir relève donc du rêve. Les efforts des pays développés ne servent à rien et les milliers de milliards d'euros et de dollars consacré à l'impossible transition énergétique sont dépensés en vain.

Électricité nous n'avons besoin de rien

Il en résulte le plus inattendu des constats. Puisque la voiture électrique et l'hydrogène « vert » n'ont pas d'avenir, la consommation d'électricité n'a aucune raison de s'accroître en Europe, et elle va stagner au cours des décennies à venir *comme elle le fait déjà depuis les années 2000 !* Il en découle des conséquences étonnantes pour la France. Nous n'avons nul besoin de capacités nouvelles, qu'il s'agisse d'énergies renouvelables ou de centrales nucléaires de nouvelle génération ! Nos 50 centrales nucléaires actuelles qui peuvent être prolongées indéfiniment si elles sont convenablement entretenues – comme c'est le cas aux États-Unis où elles fonctionnent 95 % du temps – peuvent suffire très largement à nos besoins en électricité pour tout avenir prévisible. C'est là une excellente nouvelle, nous pouvons éviter la hausse sans fin de nos tarifs, et avoir l'électricité la moins chère d'Europe.

Transports et bâtiments, des gaspillages sans fin

Ce sont là aussi des dizaines d'autres milliards d'euros qui sont gaspillés dans les secteurs des transports et de la construction dans l'illusion d'agir sur le climat alors que la simple prise en compte des ordres de grandeur montre que c'est en vain et qu'il y a là d'autres sources d'économies massives de dépenses publiques à un moment où celles-ci explosent sans fin.



Au total, c'est à un bouleversement de pans entiers de l'économie nationale qu'appelle le livre déjà cité – *La voiture électrique et autres folies* –, fruit de la prise en compte des faits et des chiffres.

Climat tout va bien

Il reste une question. Faut-il craindre l'impossibilité de la transition énergétique et de la poursuite des émissions de CO₂ à venir ? A l'aide de démonstrations accessibles à tous, le même ouvrage apporte la réponse, en montrant que le GIEC ment en travestissant les chiffres pour faire croire à une accélération de la hausse du niveau des mers et de la température terrestre et en affirmant parler au nom de la Science alors qu'il la trahit effrontément.

C'est en définitive une perte de raison digne du Moyen-Âge à laquelle nous assistons depuis trente ans, du fait de la prise de pouvoir au sein des plus hautes instances de l'Humanité par les adeptes d'une doxa d'essence religieuse qui ne résiste pourtant pas à toute analyse rationnelle, et qui ignore les chiffres et les cache.